

rais demander au ministre du Travail si le gouvernement songe à proposer des mesures législatives durant la session actuelle pour obliger les compagnies du pays à donner un préavis assez long aux employés qu'elles sont sur le point de mettre à pied?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, pour ce qui est de la première partie de la question, je ne saurais commenter l'énoncé de faits dont je ne suis pas au courant, mais j'en discuterai avec le ministre du Travail. Quant aux mesures législatives dont parle le député, il devrait les proposer aux gouvernements provinciaux, et non au gouvernement fédéral.

### LES FINANCES

#### L'AIDE AUX MUNICIPALITÉS EN VUE DU TRAITEMENT DES DÉCHETS

**M. Randolph Harding (Kootenay Ouest):** Monsieur l'Orateur, étant donné que le président Nixon a proposé un nouvel accord de financement fédéral-provincial qui, en cinq ans, permettrait à toutes les localités qui en ont besoin d'obtenir des installations de traitement des déchets et également des installations spéciales supplémentaires dans les régions présentant des besoins spéciaux, y compris les localités des Grands lacs, le ministre des Finances nous dirait-il si le gouvernement fédéral fera une proposition similaire, afin de vraiment aider toutes les communautés canadiennes à résoudre leurs problèmes d'égouts en cinq ans, avec l'apport d'une aide spéciale en faveur des régions du Canada qui ont des besoins spéciaux, comme celle des Grands lacs?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie. Le ministre voudrait visiblement répondre, mais le député l'invite à faire une déclaration qui serait de nature générale et qui devrait normalement être faite à l'appel des motions.

**M. Harding:** Monsieur l'Orateur, je pose la question de privilège. Puis-je demander au ministre s'il va faire une déclaration à l'appel des motions et quand?

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** J'aimerais beaucoup jeter un coup d'œil sur la déclaration de M. Nixon que je n'ai pas encore vue. Le gouvernement fédéral aide depuis près de huit ans, je crois, les municipalités à aménager des installations disposant des matières d'égout. Nous sommes donc probablement huit ans en avance sur les États-Unis.

### L'OFFICE NATIONAL DU FILM

#### LES REDEVANCES EXIGÉES DES USAGERS

[Français]

**M. Gaétan-J. Serré (Nickel Belt):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État.

Étant donné que la décision de l'Office national du film d'exiger du public des redevances pour l'usage de ses films aura pour effet de priver un nombre considérable de citoyens de ce précieux service, l'honorable ministre a-t-il l'intention de faire des instances auprès de l'ONF afin de l'inciter à reconsidérer sa décision?

**L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État):** Monsieur le président, il s'agit d'une question à laquelle j'ai déjà eu à répondre plusieurs fois. A moins que de nouveaux facteurs n'entrent en ligne de compte, cette décision de l'ONF a déjà été reconsidérée et, du point de vue de l'ONF, confirmée de nouveau. Si, toutefois, de nouveaux facteurs entrent en ligne de compte, il se peut qu'elle soit modifiée.

**M. André Fortin (Lotbinière):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire à l'honorable secrétaire d'État.

A-t-il été consulté avant que l'ONF prenne cette décision?

**L'hon. M. Pelletier:** Oui, monsieur le président.

### LA FISCALITÉ

#### LA CONTROVERSE AU SUJET DU LIVRE BLANC

[Traduction]

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, à la suite de la déclaration parue hier soir dans les journaux et attribuée au premier ministre de l'Ontario, qui réaffirme que le calcul de 1.3 milliard de dollars fait par l'Ontario est le chiffre de l'accroissement de revenu que représente le Livre blanc, je voudrais demander au ministre des Finances s'il a modifié ses calculs ou s'il peut nous dire dans quelle mesure il est parvenu à réconcilier les avis à ce sujet?

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, comme je l'ai fait savoir à la Chambre, après avoir jeté un coup d'œil sur les chiffres de l'Ontario, j'y ai trouvé une erreur de 200 millions de dollars. Nous avons offert de rencontrer immédiatement les fonctionnaires provinciaux et ils ont demandé un délai de dix jours pour vérifier leurs chiffres.

**L'hon. M. Stanfield:** Étant donné la déclaration du ministre des Finances et puisqu'il